



[CLIQUEZ ICI
POUR DÉCOUVRIR LA NOTE](#)

Paris, le 16 juin 2020 - Mettre l'Union européenne (UE) sur le chemin de ses objectifs en matière de transition écologique d'ici 2050 de façon crédible signifierait baisser ses émissions de 50 % par rapport au niveau de 1990 dès 2030. Pour relever ce défi, l'Institut Montaigne propose dans sa note *Dividende carbone : une carte à jouer pour l'Europe*, publiée aujourd'hui, d'actionner le levier le plus puissant à notre disposition : un prix de carbone élevé et unifié à l'échelle européenne.

En effet, si les 27 pays membres s'accordent sur une trajectoire du prix du carbone élevée, ils devront l'appliquer aussi bien aux produits locaux qu'aux importations, créant ainsi un important « dividende carbone ». L'Union européenne disposerait d'un puissant argument pour convaincre ses partenaires commerciaux de suivre la même voie et créer un « club climat ». La méthode proposée est d'allier la centralisation du signal – un prix du carbone unique – et la décentralisation des moyens mis en œuvre pour le faire respecter (c'est-à-dire la liberté, pour chaque Etat, de choisir quelle méthode est la plus adaptée pour instaurer ce prix du carbone sur son territoire).

En adoptant une politique fondée sur le prix du carbone, grâce à une redistribution intégrale et décentralisée du dividende carbone, l'Union européenne favoriserait une transition écologique à la fois efficace et équitable.

"Il manque une dimension critique à l'action européenne de réduction des émissions de CO2. Pour modifier les comportements et les modes de production, la stratégie la plus efficace et la moins coûteuse est d'imposer un prix du carbone unique, de façon à renchérir les biens et services, y compris importés, à hauteur des dommages futurs de leur contenu en carbone. Pour rendre acceptable cette stratégie, il faudra redistribuer directement à la population le dividende carbone. Et pour respecter la souveraineté des états membres, laisser chacun libre de procéder comme il l'entend. L'Union européenne pourrait ainsi faire basculer le monde dans la décarbonation" explique Éric Chaney, conseiller économique de l'Institut Montaigne et auteur de la note.

Les propositions de l'Institut Montaigne pour permettre à l'Europe de faire basculer le monde dans la décarbonation

- La création d'une **Agence Carbone de l'Union européenne** (ACUE), à qui les États confieraient la mission de déterminer la trajectoire du prix du carbone la plus cohérente avec l'objectif de neutralité carbone en 2050.

- En parallèle, cette note propose d'**introduire un ajustement aux frontières de l'Union** comportant une taxe sur le contenu en carbone des biens et services importés, et de **redistribuer l'essentiel du dividende carbone aux ménages** sur une base nationale, en tenant compte de la spécificité des différents États en termes de revenu par habitant, mais aussi de part des ressources fossiles domestiques dans le mix énergétique national.
- Le climat est un bien public mondial et l'Europe ne peut, à elle seule, mener le combat pour sa préservation. L'Union européenne dispose cependant d'un marché intérieur d'une taille suffisante pour inciter d'autres pays à la rejoindre dans sa stratégie de prix du carbone. Cette note encourage donc l'UE à proposer à ses partenaires commerciaux de **former un « club climat »**. Les partenaires commerciaux de l'UE, membres de ce « club », devraient suivre une trajectoire de prix du carbone similaire à celle de l'UE et seraient en contrepartie exemptés de toute taxe carbone. Les pays non-membres d'un tel club verraient quant à eux leurs exportations vers les pays membres soumises à une taxation.

CLIQUEZ ICI
POUR DÉCOUVRIR LA NOTE

Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#).
Inscrivez-vous à notre [Newsletter](#).

Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse
06 99 79 43 62 ; loliveau@institutmontaigne.org

À propos de l'Institut Montaigne : *think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.*

[Si vous ne souhaitez plus recevoir de message de notre part, cliquez ici.](#)